

## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)**

**« Étude diagnostique approfondie de la transition agroécologique au Bénin, en appui à l'élaboration de la Politique de Développement du Secteur Agricole (PDSA 2026-2035) »**

**Dans le cadre du programme**

**ADAPT  
ACTION**

UN PROGRAMME



**Pour le compte de**

**L'AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT**

Référence interne : CLN 2025-0316

**Pouvoir adjudicateur**

Agence Française de Développement, 5, rue Roland Barthes, 75598 Paris Cedex 12-RCS PARIS  
B 775 665 599- téléphone : 0033 (01). 53. 44. 31. 31

## TABLE DES MATIERES

<b>Article 1. CONTEXTE GENERAL</b>	2
1.1. Présentation de l'AFD	2
1.2. Présentation du Programme AdaptAction	3
<b>Article 2. OBJET DU MARCHE</b>	4
1.1. Contexte et enjeux liés à l'agriculture au Bénin	4
1.2. Entité(s) bénéficiaire(s) ou concernée(s) par l'appui	7
1.3. Objectifs du marché et résultats attendus	8
<b>Article 3. DEFINITION ET NATURE DES PRESTATIONS</b>	10
3.1. Phase 1. Cadrage de la mission	11
3.2. Phase 2. Réalisation des diagnostics du secteur de l'agriculture au Bénin en lien avec l'agroécologie	13
3.2.1. Enquêtes de terrain et entretiens semi-directifs	13
3.3. Phase 3. Capitalisation et communication	19
<b>Article 4. ELEMENTS ESSENTIELS A PRENDRE EN COMPTE</b>	20
<b>Article 5. LIVRABLES ET CONDITIONS DE LIVRAISON &amp; D'EXECUTION</b>	20
5.1. Description des livrables attendus	20
5.2. Calendrier de remise des livrables	22
5.3. Processus de soumission et validation des livrables	23
<b>Article 6. EXPERTISES REQUISES</b>	23
6.1. Expertises principales	23
6.2. Considérations additionnelles	25
<b>Article 7. LOGISTIQUE ET CALENDRIER D'EXECUTION DU MARCHE</b>	25
7.1. Suivi des prestations / relations avec le prestataire	25
7.2. Lieu de déroulement de l'étude	26
7.3. Calendrier prévisionnel des prestations et étendue des services	26
7.4. Etendue des services	26
<b>Article 8. LANGUE DE TRAVAIL</b>	26
<b>Article 9. VISIBILITE &amp; COMMUNICATION</b>	26
<b>Article 10. SUIVI ET EVALUATION</b>	26
<b>Article 11. ANNEXES</b>	26

<b>Article 1. CONTEXTE GENERAL</b>
------------------------------------

### **1.1. Présentation de l'AFD**

---

Le groupe Agence française de développement (AFD) est un établissement public qui finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et durable. Plateforme française d'aide publique au développement et d'investissement de développement durable, nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud. Nos équipes sont engagées dans plus de 4 200 projets sur le terrain, dans les Outre-mer et dans plus de 150 pays, pour les biens communs de l'humanité – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable. Pour un monde en commun. Au moyen de subventions, de prêts, de fonds de garantie ou de contrats de désendettement et de développement, l'AFD finance des projets, des programmes et des études et accompagne ses partenaires du Sud dans le renforcement de leurs capacités.

Sa filiale Proparco ([www.proparco.fr](http://www.proparco.fr)) soutient les investissements privés. Dédiée à la mobilisation de l'expertise publique française, Expertise France ([www.expertisefrance.fr](http://www.expertisefrance.fr)) a rejoint le groupe AFD en 2022. L'AFD collabore également avec les réseaux académiques français et internationaux pour alimenter les débats et réflexions prospectives sur le développement.

L'ensemble des informations relatives à l'AFD, et notamment sa Charte d'Ethique que le prestataire est fortement invité à consulter, sont accessibles sur le lien suivant : [www.afd.fr](http://www.afd.fr).

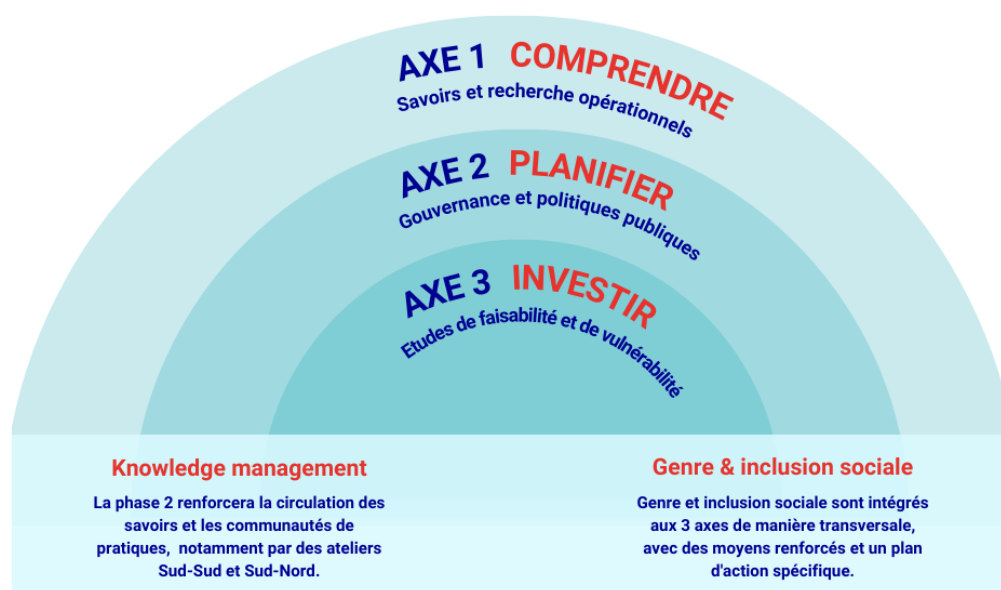
## **1.2. Présentation du Programme AdaptAction**

---

Depuis 2017, le programme AdaptAction accompagne des pays et organisations régionales partenaires à relever le défi de l'opérationnalisation de l'Accord de Paris sur le climat par la mise en œuvre des dimensions d'adaptation au changement climatique de leurs Contributions Déterminées au niveau National (CDN). Les partenaires du programme (Pays les Moins Avancés, pays d'Afrique continentale, Petits Etats Insulaires en Développement) sont particulièrement vulnérables aux effets des changements climatiques.

La Phase 1, dotée d'un budget de 30 millions d'euros de 2017 à 2022, a financé plus de 70 études en appui à la gouvernance climat, à l'intégration de l'adaptation dans les politiques publiques sectorielles et à la préparation de projets, dans 15 pays et organisation régionales. Ces études, qui prennent la forme d'études de vulnérabilité au changement climatique, d'études de faisabilité de projet, d'activités de renforcement de capacités ou encore de renforcement institutionnel, recouvrent une pluralité de secteurs : gouvernance, services climatiques, biodiversité, agriculture, eau...

La Phase 2, dont le démarrage effectif a eu lieu en juin 2022, est structurée autour de 3 axes (Comprendre, Planifier, Investir) et 2 composantes transversales (Genre et inclusion sociale, *Knowledge management* et valorisation).



Elle prolonge et complète les activités conduites durant la première période, pour une durée de 4 ans (2022-2026) avec un budget supplémentaire de plus de 23 millions d'euros recentré sur l'Afrique subsaharienne et le bassin Méditerranéen (18 pays).

L'objectif général de cette phase 2 est de renforcer la résilience des populations et écosystèmes les plus vulnérables aux impacts du changement climatique, et l'objectif spécifique, est que les acteurs des pays partenaires soient plus en capacité de définir et d'opérationnaliser des trajectoires de développement résilient et inclusif sur leurs territoires.

Des informations plus détaillées sur le programme trouvent sur <https://www.afd.fr/fr/adaptation>.

## Article 2. OBJET DU MARCHE

### 1.1. Contexte et enjeux liés à l'agriculture au Bénin

L'économie béninoise repose principalement sur le secteur agricole et les industries de transformation agricole (coton, anacarde, soja, ananas) ainsi que le commerce et la logistique à travers les activités du Port Autonome de Cotonou. Le secteur primaire emploie plus de la moitié de la population active béninoise soit 70 % de la population active (INStAD, 2022) et représentait en 2023, 26,3% du PIB selon les données de la Direction de la Statistique Agricole (DSA)<sup>1</sup>. La croissance démographique élevée s'accompagne d'une densification des territoires ruraux (en parallèle de la densification urbaine), lesquels doivent absorber chaque année une main d'œuvre croissante.

Au cours de la dernière décennie, le Bénin a entrepris des réformes structurelles visant à moderniser les systèmes de production, à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à

<sup>1</sup> <https://apidsa.agriculture.gouv.bj/public/storage/uploads/XxrWuVRLBFNtixCfywoNuOxW0cgZxTuTB29Owgc.pdf>. Document consulté le 31/10/2024

renforcer la compétitivité des filières agricoles, et à soutenir la transformation des systèmes alimentaires.

Depuis 2017, cette dynamique de transformation a été formalisée par l'élaboration du Plan Stratégique de Développement du Secteur Agricole (PSDSA 2017-2025), document de référence ayant orienté les politiques publiques vers l'intensification de la productivité, la structuration des chaînes de valeur et le renforcement de la résilience face au changement climatique. Ce cadre stratégique a été décliné en deux (02) Plans National d'Investissements Agricoles et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNIASAN 2017-2021) et (PNIASAN 2022-2025), qui a permis d'opérationnaliser ces ambitions.

Le PSDSA étant en cours d'évaluation, les résultats de l'étude diagnostique approfondie sur la transition agroécologique au Bénin, serviront à nourrir l'élaboration de la Politique de Développement du Secteur Agricole (PDSA 2026-2035) en orientant les choix politiques, stratégiques et opérationnels vers une transition agroécologique maîtrisée et intégrée. La documentation de cette évaluation sera mise à disposition en cas de besoin.

#### **1.1.1. Transition agro-écologique, une solution pour répondre aux défis auxquels le secteur agricole béninois est confronté**

Le secteur agricole béninois est confronté à de nombreuses contraintes : (i) la faible productivité agricole, qui ne permet pas d'améliorer les conditions de vie des exploitants agricoles (en très grande majorité des agriculteurs, éleveurs et pêcheurs familiaux), et contribue aux niveaux élevés de pauvreté en milieu rural ; (ii) des pratiques agricoles : d'agriculture, d'élevage et de pêche non durables, qui dégradent les terres et l'environnement, affectent les ressources halieutiques et animales avec les impacts que cela peut avoir sur la santé humaine et animale et la biodiversité, (iii) une pression foncière très forte, la pollution des écosystèmes continentaux et marins qui s'accélère du fait de la croissance démographique et génère des tensions voire conflits autour des usages des ressources naturelles (terre, eau).

Du fait des mauvaises pratiques culturales (faibles rotations sur les parcelles, agriculture extensive, surexploitation des terres, défrichement suivi du brûlis, travail permanent des sols etc.) et d'une utilisation irraisonnée des engrais chimiques, les sols deviennent de plus en plus infertiles, la biodiversité et les autres ressources naturelles se dégradent à un rythme accéléré.

L'élevage est également une activité importante et la compétition sur les ressources naturelles s'accroît avec l'extension progressive des superficies cultivées au détriment des aires de parcours du bétail. La diminution des aires de pâturage, la réduction du couvert végétal et la perte de la biodiversité ont des impacts négatifs sur les systèmes d'élevage.

- La production halieutique également s'intensifie, faisant place à des techniques de pêche non responsables, non réglementées, de moins en moins vertueuses et non durables, qui contribuent à la surexploitation des ressources, à des pertes post captures importantes, à la destruction des habitats naturels, à la pollution des eaux, au déséquilibre des écosystèmes etc. Le potentiel des eaux de surface et des cours d'eau pour l'aquaculture est très peu mis en valeur alors que les importations de produits halieutiques explosent. Les outils de planification et d'aménagement des pêches et des réglementations sont très peu mis en œuvre.

Près de 65 % des terres agricoles au Bénin sont affectées par l'érosion et la surexploitation, ce qui engendre une dégradation significative des sols, selon un rapport de la Banque Mondiale (2021). Par ailleurs, le pays est particulièrement vulnérable aux impacts du changement climatique notamment les sécheresses, les inondations, les perturbations des upwellings

(remontées d'eaux froides riches en nutriments), réduisant la productivité primaire et la disponibilité en poissons pélagiques, les perturbations des écosystèmes lagunaires, la prolifération des sargasses et les variations climatiques imprévisibles, qui perturbent gravement les cycles agricoles et la production (GIEC, 2023). En outre, l'agriculture intensive pratiquée dans certaines régions contribue à une perte alarmante de biodiversité et à la dégradation des services écosystémiques essentiels, tels que la fertilité des sols et la pollinisation (ABE, 2020).

Tout cela dans un contexte où les crises récentes (COVID19, au conflit entre la Russie et l'Ukraine et à la crise sécuritaire dans le sahel et le nord des pays côtiers etc.) ont remis les enjeux de souveraineté alimentaire au cœur des stratégies politiques, complexifiant encore davantage la coopération et la coordination à l'échelle sous régionale.

Pour toutes ces raisons, une refonte profonde des modes de production agricole (végétale, animale et halieutique) apparaît indispensable, dans l'objectif de permettre l'augmentation de la production tout en préservant les ressources naturelles, en garantissant la paix sociale autour du partage des ressources et en s'adaptant aux impacts déjà visibles du changement climatique.

L'agroécologie, qui vise à concilier production, augmentation des rendements et des revenus, et pratiques respectueuses de l'environnement, apparaît comme une bonne solution pour le secteur agricole béninois. En effet, l'agroécologie vise à concevoir et mettre en place des systèmes de production qui s'appuient sur les fonctionnalités offertes par les écosystèmes en préservant leurs capacités de renouvellement, grâce notamment à une utilisation raisonnée d'intrants (pesticides, engrais chimiques, herbicides...), à la diversification des cultures, à la mise en œuvre de techniques responsables d'exploitation et d'aquacultures, à une gestion durable des pâturages et des systèmes d'élevage etc. Elle promeut des pratiques agricoles durables qui s'appuient sur la complexité du vivant et des écosystèmes. Elle propose des modes de production adaptés aux impacts anticipés du changement climatique tout en contribuant à réduire l'empreinte écologique et climatique du secteur agricole (via notamment la séquestration carbone)<sup>2</sup>.

Dans le contexte du Bénin, la transition vers l'agroécologie apparaît comme une nécessité. L'Etat béninois a très tôt porté et soutenu cette transition, en mettant en place une Stratégie Nationale de Développement de l'Agriculture Écologique et Biologique (SNDAEB 2023–2030) **et la mise en place de nombreuses initiatives** dans le pays depuis plusieurs années (Protection et réhabilitation des sols pour la sécurité alimentaire-ProSol - le Projet d'Appui à une Agriculture Résiliente et à la construction de Système Alimentaire Durables-PARSAD, le projet de Transition Agro-Écologique par la Recherche Agricole-TAERA ou encore le projet d'appui à la Transition Agroécologique en zones cotonnières - TAZCO<sup>3</sup>), ProSilence, DELTA Mono, PARSAD, PADMAR, PADAAM, PROMAC etc. Plus d'une décennie d'expériences en la matière permet aujourd'hui de faire un diagnostic synthétique de l'Agriculture écologique, en s'appuyant sur les principaux enjeux en lien avec les modes de production et l'utilisation des ressources naturelles (terre, eau, forêt, océan).

---

<sup>2</sup> L'agroécologie est définie par le Groupe AFD comme des systèmes de production qui combinent performances économiques, sociales (notamment à travers un haut niveau de protection sociale), environnementales et sanitaires. Ces systèmes privilégient l'autonomie des exploitations agricoles et l'amélioration de leur compétitivité, en maintenant ou en augmentant la rentabilité économique, en améliorant la valeur ajoutée des productions et en réduisant la consommation d'énergie, d'eau, d'engrais, de produits phyto-pharmaceutiques et de médicaments vétérinaires, en particulier les antibiotiques. Ils sont fondés sur les interactions biologiques et l'utilisation des services écosystémiques et des potentiels offerts par les ressources naturelles, en particulier les ressources en eau, la biodiversité, la photosynthèse, les sols et l'air, en maintenant leur capacité de renouvellement du point de vue qualitatif et quantitatif. Ils contribuent à l'atténuation et à l'adaptation aux effets du changement climatique.

<sup>3</sup> Financement de l'AFD

### **1.1.2. Les financements apportés par le Groupe AFD à la transition agro-écologique**

L'agroécologie est au cœur de la stratégie d'intervention du Groupe AFD dans le secteur de l'agriculture, du développement rural et de la biodiversité. Le Groupe AFD soutient les initiatives de ses partenaires en faveur d'une transition des systèmes agricoles vers une intensification agroécologique et la préservation des terres et des ressources en eau. Son approche est pragmatique, reconnaissant que cette transition prendra plusieurs années et devra être adaptée aux spécificités des territoires ruraux. Le Groupe AFD s'attache, dans les activités qu'il finance, à s'assurer que la transition agroécologique converge avec l'intérêt économique des producteurs (sécurisation dans la durée de l'accès aux facteurs de production, rentabilité des exploitations agricoles, rémunération et pénibilité du travail), reconnaît le risque associé à toute évolution des pratiques et s'assure de la compatibilité de la transition avec les objectifs de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ces trois conditions sont nécessaires pour garantir l'adhésion des partenaires de l'AFD à cette transition.

L'AFD s'est engagée, depuis plus de vingt ans, dans le soutien à la transition agro-écologique des systèmes agricoles en finançant des projets. A l'échelle régionale, l'AFD finance par exemple le projet d'appui à la transition agro-écologique en Afrique de l'Ouest, qui vise à accompagner une intensification agro-écologique et à favoriser ainsi l'émergence, l'adoption et la diffusion de pratiques agricoles écologiquement intensives dans les exploitations familiales dans la région. D'un montant total de 18M€ sur la période 2016-2025, ce projet couvre cinq États membres de la CEDEAO : le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Sénégal et le Togo. De nombreux autres financements dédiés ont été alloués, et toutes les interventions du Groupe en faveur du développement agricole portent cet objectif d'accompagnement à la transition agroécologique.

Plus spécifiquement au Bénin, l'AFD finance le projet de Transition Agroécologique en Zones Cotonnières (TAZCO) dont la phase 2 est en cours de mise en œuvre (2019-2026). Ce projet vise à améliorer durablement les revenus des exploitations agricoles familiales en contribuant à la restauration et à la préservation de leur principal capital, la terre. De manière spécifique, le projet vise à (i) restaurer et améliorer la fertilité des sols et préserver les ressources naturelles dont dépendent les exploitations agricoles, (ii) accroître les rendements et les revenus des exploitations, (iii) renforcer la résilience des exploitations face au changement climatique, et (iv) améliorer les conditions de travail des exploitants à travers une mécanisation adaptée. Il va bien au-delà de la filière cotonnière uniquement en travaillant sur les systèmes de production dans les zones de production cotonnière, et en prenant en compte les enjeux d'aménagement du territoire et de gestion concertée des espaces et des ressources (dans un contexte de tensions foncières croissantes).

### **1.2. Entité(s) bénéficiaire(s) ou concernée(s) par l'appui**

---

L'institution cheffe de file de cet appui est le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP). Au-delà de la production du livrable final, l'un des enjeux majeurs réside dans la qualité du processus de conduite de l'étude, qui, s'il est suffisamment participatif et inclusif, favorisera l'appropriation des résultats par l'ensemble des acteurs et contribuera à la diffusion à grande échelle des pratiques agroécologiques.

Dans cette optique, l'étude s'inscrira pleinement dans le dispositif institutionnel pour piloter l'élaboration de la Politique de Développement du Secteur Agricole (PDSA 2026-2035). Ce cadre comprend deux instances complémentaires : un comité de pilotage chargé du suivi stratégique et de l'orientation politique, et un comité technique dédié au suivi méthodologique et à l'accompagnement opérationnel de l'ensemble du processus.



Le recours à ce cadre existant permet d'assurer une bonne articulation entre les travaux de diagnostic agroécologique et les autres chantiers en cours dans le cadre de la réforme du secteur. Il garantit également une cohérence institutionnelle et un ancrage fort dans les priorités nationales. Un arrêté ministériel encadre le fonctionnement de ces deux instances ; il définit leurs attributions, leur composition et leurs modalités de fonctionnement.

### **1.3. Objectifs du marché et résultats attendus**

---

#### **1.3.1. Objectif général**

Cette étude vise à réaliser un diagnostic national structuré et participatif de la transition agroécologique afin d'orienter les choix politiques, stratégiques et programmatiques dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche en réponse aux défis climatiques, perte de la biodiversité environnementaux, sociaux et économiques du secteur agricole dans le cadre de la formulation de la PDSA 2026-2035.

#### **1.3.2. Objectifs spécifiques**

Les objectifs spécifiques de la prestation sont :

- A partir d'une analyse de la littérature existante sur la situation du secteur agricole (incluant les productions végétales, animale et halieutique) et en particulier (i) les principales productions, (ii) les typologies d'exploitants, (iii) l'état des sols et des eaux, (iv) les enjeux en termes de santé humaine et animale associés au modèle de développement agricole, (v) les impacts du changement climatique sur le secteur et (vi) l'état de la biodiversité, fournir un diagnostic synthétique de l'état du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique béninois et relever, en intégrant des données démographiques, les principaux enjeux en lien avec les modes de production et l'utilisation des ressources naturelles (terre, eau, forêt) ;
- Ce diagnostic de la situation à date et à terme (horizons : 2035, 2050) devra inclure la production de cartes présentant les principaux scénarios envisagés ; Répertoire des pratiques et techniques agro-écologiques existantes ou en cours d'expérimentation au Bénin (y compris les savoir-faire traditionnels paysans), selon les zones agroécologiques et types de systèmes de production (en agriculture, en élevage et en pêche) et de producteurs, en analysant les modalités de leur introduction, leur pertinence et adéquation selon les contextes/cultures/type de producteurs, les résultats obtenus de leur utilisation (en termes agronomique, social, économique, d'adoption, etc.), les contraintes à leur adoption (socio-économique, techniques, etc.) ;
- Identifier et modéliser des scénarios prospectifs pour la transition agroécologique à court (2035) et moyen (2050) termes, en faisant des scénarios sans transition agroécologique et un (des) scénario(s) avec ; ces scénarios devront pleinement intégrer les questions de coût y compris l'estimation des « coûts implicites » de l'inaction (coûts en termes de santé publique par exemple) ;
- Établir une cartographie détaillée des différents acteurs, des outils (fonciers, eau, intrants et environnementaux) de la transition écologique, leur typologie et leur positionnement sur les questions de la transition écologique, leurs forces et faiblesses ;



Evaluer la pertinence et l'adéquation des pratiques agroécologies proposées par les projets, au regard des contextes et en intégrant les éléments de prospective (démographie, santé humaine et animale, changement climatique, biodiversité) ;

- Analyser la cohérence et les limites des dispositifs politiques, réglementaires, financiers et techniques existants relatifs à l'agroécologie ;
- Diagnostiquer les contraintes, freins, opportunités et leviers pour une transition agroécologique réussie, différenciée selon les territoires ;
- Formuler des recommandations stratégiques et opérationnelles intégrables dans la PDSA 2026-2035, ses plans d'action quinquennaux et ses dispositifs de gouvernance et de financement.
- Formuler des recommandations d'ajustement des pratiques à promouvoir adaptées aux contextes, types de production et de producteurs/trices en prenant en compte les enjeux de souveraineté alimentaire, climatiques, santé humaine et animale, biodiversité et en termes d'intérêt économique pour les producteurs ; le Consultant formulera des propositions s'inspirant de pratiques expérimentées dans d'autres contextes / pays et qui lui semblent intéressantes à prendre en compte pour le Bénin ;
- Evaluer la pertinence et les coûts/bénéfices des politiques publiques existantes au Bénin contribuant à la transition agro-écologique et formuler des recommandations intégrables à la prochaine politique agricole poste 2025 sur des analyses coûts/bénéfices et dans une logique de progressivité/transition (incluant les coûts implicites de l'inaction) ; le consultant élaborera une proposition de trajectoire / de chemin critique pour soutenir cette transition ;
- En particulier, s'agissant du conseil agricole, de la diffusion et de la formation, évaluer la pertinence et l'adéquation des politiques et méthodes de formation/diffusion de ces pratiques (notamment via les structures agréées en Conseil Agricole) et formuler des recommandations quant au rôle des différents acteurs et aux mécanismes à mettre en place pour assurer une diffusion la plus large et une adoption la plus durable des modes de production retenus ;
- Animer et coordonner aux côtés du MAEP l'ensemble du processus de concertation et de dialogue<sup>4</sup> autour de ce travail, pour aboutir à une vision et des orientations stratégiques partagées ainsi qu'un plan d'actions clair et opérationnel pour orienter et structurer la transition vers des pratiques agroécologiques au niveau national ;
- Valider le document final de diagnostic par une consultation inclusive des parties impliquées pour garantir une adhésion collective et une appropriation des objectifs de la transition agroécologique ;
- Contribuer à la valorisation et diffusion à large échelle de ces travaux et livrables.

L'exercice d'analyse et de prospective portera sur deux horizons temporels : 2035 et 2050 et des scénarios avec transition agroécologique et sans.

La production de cartes permettant d'illustrer l'ensemble des analyses, exercices de prospective et recommandations sera requise.

---

<sup>4</sup>Le dialogue ne se limite pas à une simple consultation. Il doit permettre une véritable co-crédation de la politique, notamment en intégrant les retours des producteurs de manière continue.

### 1.3.3. Résultats attendus

Les principaux livrables attendus du Cabinet/bureau d'étude sont les suivants :

- Un **rapport diagnostic détaillé** sur l'état des lieux de l'agroécologie au Bénin, qui fournira une analyse approfondie des pratiques existantes, des acteurs impliqués, des défis rencontrés et des opportunités identifiées. Il inclura également une analyse prospective par sous-secteur, afin d'examiner les différents scénarios possibles de transition agroécologique au regard des dynamiques démographiques, du changement climatique, de la dégradation des ressources naturelles et de la biodiversité, de la pollution et des impacts sur la santé et leurs implications. Cette analyse prospective proposera des trajectoires à court (2035) moyen (2050) termes, en mettant en évidence les facteurs déterminants du succès, les variables influençant l'évolution de la transition. Ce rapport s'appuiera sur des données collectées sur le terrain, des entretiens avec les parties prenantes et une revue documentaire des politiques et initiatives en matière d'agroécologie. La dimension économique (intérêt économique des différentes techniques agro-écologiques et options de transition, pour les exploitants, les éleveurs, les pêcheurs et pour l'Etat) devra être centrale dans l'analyse.
- Un **document de cartographie détaillée** des différents acteurs, des outils (fonciers, eau, intrants et environnementaux) de la transition écologique, leur typologie et leur positionnement sur les questions de la transition écologique, leurs forces et faiblesses et incluant une typologie des systèmes et innovations agroécologiques existants ;
- Un **rapport de recommandations, propositions d'une trajectoire de transition agroécologique incluant des options concrètes d'adaptation des politiques publiques en matière d'Agriculture, d'Elevage, de Pêche et d'Aquaculture pour l'accompagner, d'alignement sur le cadre national en matière de biodiversité (NBSAP) et des coûts associés**. Cette analyse examinera les effets potentiels de la transition sur les revenus des agriculteurs, des éleveurs, pêcheurs et aquaculteurs, l'emploi, la sécurité alimentaire, la biodiversité, la santé des sols, la gestion de l'eau, ainsi que sur l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques.
- Enfin, un **atelier de validation des résultats** sera organisé avec les parties prenantes. Cet atelier permettra de restituer les conclusions de la mission, de recueillir les commentaires des acteurs concernés et de valider les documents produits en vue de leur adoption et de leur mise en œuvre.

<b>Article 3. DEFINITION ET NATURE DES PRESTATIONS</b>
--

Ce rapport de diagnostic devra être conduit suivant une méthodologie validée par les comités et l'AFD.

L'approche méthodologique du Consultant/cabinet devra s'assurer de l'implication active de l'ensemble des parties prenantes, que ce soit aux niveaux central, déconcentré ou décentralisé, et intégrer pleinement dans l'exercice les premiers concernés, à savoir les exploitants agricoles, les pêcheurs marins, continentaux, aquaculteurs et éleveurs, via leurs représentants (organisations professionnelles comme la FUPRO, l'ANOPER, ANAF, CCN-AE, CNAB, AFIO, Rénabio PEB-Benin, FENOPPEB, FENAFAB, RENOVA, FAEB, la FENAPECHE, UNAPEMAB, etc.). La

démarche devra favoriser l'inclusion des producteurs et productrices les plus vulnérables (femmes) et associer pleinement les jeunes notamment). L'implication de chercheurs et d'universitaires dans le processus est également indispensable.

La dimension du genre, de l'inclusion sociale et de la gestion des connaissances dans les sous-secteurs où, plusieurs catégories sociales professionnelles opérant, des sujets émergents tels que les Solutions fondées sur la nature (SFN), la maladaptation, les savoirs locaux, seront considérés de manière transversale, l'économie bleue. L'enjeu d'anticipation des conflits via (éleveurs agriculteurs, pêcheurs marins artisans et pêcheurs industrielle) le partage équitable des ressources naturelles et la reconnaissance des droits des différentes communautés devra être pleinement pris en compte dans la conduite de ces travaux.

Toutes les données produites et collectées dans le cadre des diagnostics, ainsi que les recommandations devront être ventilées par sexe, et par sous-secteurs clés et les dynamiques de genre devront faire l'objet d'une analyse particulière. Comme indiqué supra, la production de cartes pour refléter les diagnostics, exercices de perspectives et enjeux.

Les phases et activités déclinées ci-dessous sont présentées à titre indicatif. Elles visent à orienter la mission en fonction des objectifs et des résultats attendus. Pour cela, le Bureau d'étude ou le cabinet est appelé à (i) fournir une approche méthodologique détaillée, un chronogramme cohérent, des outils, un nombre d'ateliers à conduire, leurs objectifs et leur localisation pour l'atteinte des résultats de la mission ; (ii) faire une proposition permettant d'optimiser les ressources et d'accroître l'efficacité de l'action. ; et (iii) être également force de proposition.

Une stratégie et un plan d'action de diffusion et vulgarisation des conclusions de ce travail sera élaborée à l'issue de la phase diagnostic et soumise à la validation du comité technique.

Chaque mission au Bénin, ainsi que l'organisation des ateliers doivent en amont faire l'objet d'une note de cadrage/TdR détaillant la méthodologie et le déroulé, validés par le MAEP/MCVT et l'AFD, et donner lieu à des rapports de mission/compte rendu d'ateliers. Pour chaque mission, le bureau d'étude/cabinet doit faire un briefing avec l'équipe restreint (AFD/MAEP).

Quatre principales phases seront réalisées à travers cette prestation. Il s'agit de : (i) cadrage de la mission, (ii) Analyse situationnelle, (iii) Analyse prospective 2035 et 2050, (iv) élaboration du document de diagnostic ; et (v) communication et diffusion.

### **3.1. Phase 1. Cadrage de la mission**

---

L'appui démarrera par un cadrage, pour une bonne appréhension du contexte, des acteurs, des enjeux, des politiques et des besoins dans lesquels s'inscriront les activités. Ce cadrage pourrait conduire à un réajustement de la méthodologie, des objectifs, du calendrier etc., s'il est jugé nécessaire. Il est attendu du bureau d'étude/cabinet de :

- Organiser une réunion de cadrage avec le Comité technique au cours de laquelle :
  - o *La méthodologie et le calendrier global d'exécution seront présentés par le bureau d'étude/cabinet et discutés en vue de leur validation ;*
  - o *L'équipe d'expert/e-s du bureau d'étude/cabinet sera introduite aux parties prenantes de l'appui et le rôle de chacun sera clarifié ;*
  - o *Les besoins et attentes de chacun des acteurs associés au processus de réalisation du diagnostic agroécologique seront précisés (en particulier la composition et le mode de fonctionnement des différents cadres de dialogue/concertation) ;*
  - o *La prestation sera cadrée, les modalités de mise en œuvre de l'appui seront précisées ainsi que la gouvernance interne de l'appui ;*

- *Les éventuelles contraintes et points critiques de la prestation seront identifiés et les mesures correspondantes prévues.*
- Organiser une première série d'entretiens afin de comprendre les besoins et attentes. Ces rencontres seront organisées en lien avec l'AFD et l'équipe de la DPAF/MAEP, qui seront toujours informées des rencontres, auxquelles elle pourra participer si elle le souhaite ;
- Produire une revue de la littérature et de la bibliographie existante (académique, scientifique, politique, études d'autres bailleurs, d'ONG, de bureaux d'études, etc.) en lien avec la prestation (cf. 1.3.2) et collecter l'ensemble des données utiles (notamment les données scientifiques) ; Cette analyse portera sur les documents nationaux tels que le Plan Stratégique de Développement du Secteur Agricole (PSDSA), le Plan National d'Investissements Agricoles et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNIASAN), la Politique Nationale de l'Alimentation et de la Nutrition (PNAN), le Plan National d'Adaptation (PNA), la Contribution Déterminée au niveau National( CDN), le National biodiversity sector action plan (NBSAP), ainsi que les référentiels régionaux tels que l'ECOWAP et les orientations du PDDAA.
- Elle comprendra également un inventaire structuré des initiatives agroécologiques mises en œuvre au Bénin, incluant les projets de coopération, les actions des ONG, les dispositifs de recherche et les innovations communautaires. En parallèle, les textes législatifs et réglementaires influençant les pratiques agricoles seront analysés pour en évaluer l'effet incitatif ou contraignant.
- Développer (ou préciser, si une trame était déjà proposée dans l'offre technique) un cadre de suivi et évaluation de l'appui, et des résultats recherchés. Ce cadre définira des indicateurs, des cibles, et des sources de vérifications, en lien avec le cadre logique dédié à AdaptAction. Ces informations de suivi/évaluation seront par la suite communiquées à l'AFD par le bureau d'étude/cabinet en fin d'appui (au sein du rapport de capitalisation opérationnelle). Lorsque pertinent, les indicateurs seront désagrégés par genre ;
- Cette phase aboutira à la production d'un rapport de démarrage incluant une analyse documentaire, une base de données recensant les initiatives en cours et achevées en matière d'agroécologie un inventaire structuré des cadres législatifs pertinents, une mise à jour la méthodologie et le chronogramme proposés dans son offre technique, suite aux informations obtenues lors de cette phase de démarrage. En particulier, l'absence de certaines données critiques (pollution, santé par exemple), pourrait conduire à proposer une méthodologie d'intervention révisée afin d'inclure la production de certaines données spécifiques au besoin.

#### **Livrables attendus à la fin de la phase 1 :**

- **Livrables 1 :** Rapport de cadrage sur la base de la note de cadrage provisoire, organisation d'une réunion de cadrage dans le cadre du Comité technique, et d'une réunion de lancement dans le cadre du Comité de pilotage ;
- **Livrable 2 :** Rapport de démarrage à soumettre après ces deux réunions, comprenant à minima
  - *Une présentation détaillée des besoins et attentes des différents acteurs dans le cadre du processus d'élaboration de la réalisation du diagnostic approfondie sur la transition agroécologique au Bénin ;*

- Une bibliographie détaillée et l'ensemble des documents collectés seront partagés ;
- Une base de données des initiatives ;
- Une méthodologie et un calendrier précis de déroulement de la prestation ;
- La liste des personnes rencontrées et des contacts clés au sein de chaque instance.

### **3.2. Phase 2. Réalisation des diagnostics du secteur de l'agriculture au Bénin en lien avec l'agroécologie**

---

#### **3 .2. 1. Enquêtes de terrain et entretiens semi-directifs**

---

La réalisation de l'étude diagnostique constituera une étape clé dans le processus d'élaboration de la nouvelle Politique de Développement du Secteur Agricole (PDSA 2026-2035). Elle s'appuiera à la fois sur des bases documentaires et de connaissances scientifiques, tout en adoptant une approche participative. Il ne s'agira pas de diagnostic réalisé en silo dont les résultats seraient ensuite assemblés, mais d'analyses menées de manière systémique, prenant en compte l'ensemble des interactions entre les différents éléments du système agricole.

Les données empiriques seront collectées dans les différents Pôles de Développement Agricoles (PDA) à travers des enquêtes quantitatives administrées à un échantillon de producteurs (agriculteurs, éleveurs, pêcheurs), à la fois engagés et non engagés dans l'agroécologie. En complément, des entretiens semi-directifs seront menés avec des acteurs clés : responsables d'ONG, chercheurs, techniciens, services déconcentrés, autorités locales et représentants des organisations de producteurs, chercheurs et enseignants-chercheurs, universitaires spécialisés dans les disciplines pertinentes à l'agroécologie etc. Des visites de fermes, de plateformes agroécologiques et de centres d'innovation permettront également de documenter les pratiques observables, les modes d'organisation et les systèmes de production en place. L'ensemble de ces activités générera une base de données riche, constituée de questionnaires exploitables statistiquement, de comptes rendus d'entretiens, de fiches de visite descriptives et d'une documentation iconographique permettant d'illustrer les réalités locales.

Ces enquêtes et entretiens, seront suivis d'ateliers de diagnostic dans les Pôles de Développement Agricoles (PDA), comme indiqué dans le tableau infra. Ces ateliers permettront de co-réaliser les activités et tâches prévues dans cette phase avec l'ensemble des parties prenantes.

Ces groupes collaboreront pour développer des solutions adaptées aux spécificités locales et aux enjeux agroécologiques. Les ateliers serviront également de plateforme pour recueillir des contributions techniques et pratiques, garantissant que les résultats des analyses reflètent les réalités des systèmes agricoles ainsi que les priorités des parties prenantes.

**Tableau 1 : Ateliers de diagnostic au niveau des pôles de Développement agricole et national**

N°	Atelier thématique	Lieu	Effectif estimé	Durée (jours)	Objectifs et résultats attendus	Livrables associés
1	Atelier des acteurs de l'agroécologie du PDA 1 (Malanville)	Malanville	30	3	Identifier les pratiques agroécologiques, les acteurs, les dynamiques locales, les contraintes (y climatiques, environnementales, etc.) et les opportunités propres au PDA	Rapport de synthèse territoriale + cartographie participative + propositions d'action
2	Atelier des acteurs du PDA 2 (Kandi)	Kandi	30	3		
3	Atelier des acteurs du PDA 3 (Natitingou)	Natitingou	30	3		
4	Atelier des acteurs du PDA 4 (Parakou)	Parakou	30	3		
5	Atelier des acteurs du PDA 5 (Bohicon)	Bohicon	30	3		
6	Atelier des acteurs du PDA 6 (Pobè)	Pobè	30	3		
7	Atelier des acteurs du PDA 7 (Lokossa)	Lokossa	30	3		
8	Atelier national de restitution, de synthèse et d'enrichissement du diagnostic	Grand-Popo	40	3	Présenter, discuter et enrichir les résultats consolidés issus des PDA avec des représentants nationaux et sectoriels	Rapport provisoire enrichi, validé pour soumission au Conseil de Cabinet
9	Atelier national de validation du rapport d'Étude diagnostique approfondie de la transition agroécologique au Bénin, en appui à l'élaboration de la Politique de Développement du Secteur Agricole (PDSA 2026-2035)	Cotonou	60	2	Valider officiellement les résultats de l'étude et renforcer leur appropriation institutionnelle	Rapport national final validé + synthèse stratégique pour intégration dans la PDSA

Ces ateliers réuniront les acteurs territoriaux (producteurs, services techniques, collectivités, chercheurs, OSC, etc.) autour d'un processus de co-analyse des résultats préliminaires issus de la revue documentaire et des enquêtes.

Les discussions permettront d'identifier collectivement les pratiques agroécologiques existantes, les facteurs bloquants, les opportunités locales et les axes d'action prioritaires. Chaque atelier donnera lieu à une cartographie participative, illustrant les dynamiques d'acteurs et la spatialisation des pratiques.



Les résultats attendus de cette étape incluent des rapports de synthèse par territoire incluant une cartographie participative, illustrant les dynamiques d'acteurs et la spatialisation des pratiques, et un répertoire des propositions d'action émises par les parties prenantes pour renforcer la transition agroécologique à l'échelle locale.

Une fois les données consolidées, un travail d'analyse croisée sera entrepris. Une matrice SWOT sera élaborée pour chaque PDA ainsi qu'au niveau national, afin de mettre en lumière les atouts, les limites, les opportunités et les menaces liés à la transition agroécologique. Les résultats des différentes sources (enquêtes, entretiens, ateliers) seront confrontés dans une logique de triangulation pour garantir une bonne analyse.

Une typologie des systèmes agroécologiques identifiés sera construite en fonction de leur intensité, de leur structuration, de leur ancrage territorial et de leur position dans les chaînes de valeur. En parallèle, une analyse ciblée des modèles économiques émergents permettra de mieux comprendre les conditions de viabilité et de diffusion de ces pratiques.

Cette phase aboutira à la production d'un rapport analytique détaillé, intégrant les matrices SWOT, une typologie des systèmes, et des recommandations stratégiques pour l'élaboration de politiques différenciées selon les zones agroécologiques.

### **3.2.2. Diagnostic synthétique de l'état du secteur agricole béninois**

Le bureau d'étude/cabinet sera chargé de produire un diagnostic synthétique de l'état du secteur agricole, sur la base de l'ensemble de l'information existante et disponible (complétée si nécessaire par le recueil de données additionnelles), de l'état du secteur agricole béninois (y compris filières élevages et halieutiques) présentant (i) les principales productions et rendements, (ii) les typologies d'exploitants, (iii) l'état des sols et des eaux, en termes de fertilité et de niveau de pollution, (iv) les enjeux en termes de santé humaine et animale associés, (v) les impacts déjà visibles et anticipés du changement climatique sur le secteur et (vi) l'état de la biodiversité et les impacts du secteur sur celle-ci. Il ne s'agira pas de refaire des exercices déjà réalisés mais bien de s'appuyer sur l'existant pour produire un document synthétique consolidé.

Ce diagnostic inclura les éléments suivants :

- un bref rappel du cadre institutionnel, juridique, réglementaire, et organisationnel du secteur agricole (y compris des principales filières, de leur organisation, et des différents services apportés aux producteurs) ;
- un bref rappel des principales politiques et stratégies du secteur agricole et liées au changement climatique, à la préservation de la biodiversité et à la santé ainsi que l'analyse de leur mise en œuvre, leurs résultats et les lacunes éventuelles ;
- une présentation synthétique du contexte biophysique (climat, topographie, nature des sols, hydrographie/hydrologie etc.), des zones de production, des principales données (cultures et production, notamment pratiques et techniques agricoles, typologies d'exploitations), de la place des femmes et des jeunes (rôles et responsabilités) dans les activités agricoles ;
- un diagnostic détaillé des enjeux actuels du secteur, en termes de
  - o productivité, rendements y compris la sécurité alimentaire et la résilience des systèmes agricoles face aux chocs externes (climatiques, économiques, sanitaires) ;
  - o état des ressources naturelles (terre, eau, forêts biodiversité), y compris des impacts des pratiques agricoles (y compris les productions animale et halieutique) (dont l'usage des pesticides) sur ces ressources, et inversement des impacts de la dégradation de ces ressources naturelles pour l'agriculture y compris les productions animale et halieutique) et la santé (one health)



- dynamiques sociales et économiques notamment les enjeux démographiques (croissance, migrations, urbanisation) et les effets des dynamiques sociales (y compris les conflits liés à l'accès aux ressources naturelles), ainsi que les implications pour l'emploi rural et la jeunesse.

### **3.2.3. Exercice prospectif sur le secteur agricole béninois**

Cet exercice prospectif complétera le diagnostic et l'état des lieux en analysant les trajectoires et enjeux du secteur agricole béninois à l'horizon de 2035 et 2050 en tenant compte des dynamiques démographiques, du changement climatique, de la dégradation des ressources naturelles et de la biodiversité, de la pollution et des impacts sur la santé. L'objectif est de prévoir les évolutions du secteur et de mieux comprendre les risques et les opportunités liés à ces changements. Pour l'ensemble des scénarios, le coût économique, social et humain associé à la non mise en place de stratégies de transition agro-écologique devra être détaillé et bien pris en compte (par exemple, valorisation du coût économique en termes de santé publique dans un scénario sans transition agroécologique).

Cette analyse sera structurée par zone agroécologique ou toute zone pertinente (PDA) en fonction des impacts anticipés. Des cartes détaillées consolidant ces différentes informations seront produites (et partagées sous un format exploitable). Les scénarios utilisés devront être rigoureusement explicités et fondés sur des données probantes.

Cet exercice portera une attention forte aux vulnérabilités induites par les impacts du changement climatique (à minima, à partir des scénarios SSP2 4.5 et SSP5 8.5)<sup>5</sup> et la perte de biodiversité, actuellement et en prospectif. Il s'agira d'analyser comment le changement climatique et les pertes de biodiversité affectent actuellement le secteur (productions végétale, animale et halieutique) et leurs impacts anticipés à horizons 2035 et 2050. Pour cela, le Consultant analysera les tendances historiques (incluant les aléas et événements météorologies extrêmes), et analysera en particulier les impacts sociaux actuels et anticipés avec une attention particulière aux groupes les plus vulnérables (recherche des vulnérabilités différenciées), en prenant en compte la perception et les connaissances empiriques des populations locales.

Le bureau d'étude/cabinet devra également analyser la capacité d'adaptation du secteur agricole et des producteurs face aux changements climatiques et aux événements extrêmes prévus dans chaque PDA. Cette analyse de la résilience devra prendre en compte les pratiques agricoles actuelles, les stratégies d'adaptation mises en place, et les besoins en termes de renforcement des capacités, de sensibilisation et d'innovation pour améliorer la résilience du secteur à long terme. L'étude devra inclure des propositions concrètes pour améliorer la capacité d'adaptation des exploitants, en se basant sur les meilleures pratiques locales et internationales, et les intégrer dans la formulation des recommandations pour la politique nationale de transition agroécologique.

### **3.2.4. Analyse spécifique des acquis et potentialités de l'agroécologie dans ce contexte**

Le Bénin possède une expérience très intéressante en matière d'agroécologie, marquée par plusieurs projets achevés ou en cours de mise en œuvre, ayant permis de produire des connaissances clés (les documents peuvent être retrouvés en annexe des TdR).

Le Consultant aura pour objectif de :

---

<sup>5</sup> Il n'est pas demandé de réaliser des modélisations, mais d'utiliser des données de projections existantes, réalisées avec des modèles régionaux centrés sur le Bénin.

- (i) répertorier les pratiques et techniques agroécologiques existantes ou en cours d'expérimentation dans le pays, y compris les savoir-faire paysans traditionnels, et le degré d'effectivité de leur mise en pratique par les exploitations ; l'identification des pratiques traditionnelles et savoirs locaux existants qui peuvent être considérés comme constituant des pratiques agroécologiques devra faire l'objet d'une attention particulière
- (ii) analyser les mécanismes de gestion et d'exploitation durable des pêcheries, les défis relatifs à l'Érosion Côtière Accélérée, et leurs effets sur les unités de pêches, Disparition des sites de débarquement, des habitats de nurserie (mangroves), et déplacement des communautés de pêcheurs, les perturbations des Écosystèmes Lagunaires, Variabilité accrue des niveaux d'eau et de salinité et les effets sur les pêcheries ayant un fort potentiels nutritionnelles pour les communautés, Eutrophisation, les techniques de pêches accentuant les effets néfastes sur les effets sur les Stock, sensibilité aux variations de salinité/température, Apparition/expansion d'espèces moins prisées ou invasives ; les options de mesures d'aménagements (repos biologiques, définitions de quotas, mise en œuvre de la réglementation), les stress sur l'Aquaculture et enfin les pratiques pertinentes d'adaptation des pêcheurs continentaux, marins artisans et industriels,
- (iii) évaluer les forces, faiblesses et la pertinence des pratiques agroécologiques expérimentées et/ou promues au regard du contexte actuel du secteur agricole béninois et des perspectives d'évolution futures (i.e. analyse prospective). Cette évaluation sera réalisée sous plusieurs angles :
  - a. Technique et agronomique : analyser la faisabilité des pratiques sur le terrain, leur efficacité à améliorer la fertilité des sols, la gestion de l'eau, la gestion durable des pêcheries, les modes de conduites des élevages et des cultures, ainsi que la résilience aux chocs climatiques.
  - b. Economique : évaluer la rentabilité des pratiques agroécologiques pour les exploitations, notamment en termes de coûts de mise en œuvre, de productivité, et de rentabilité à moyen et longs termes.
  - c. Environnemental : étudier les liens entre les pratiques agroécologiques et la biodiversité et le changement climatique, les services écosystémiques, ainsi que leur impact sur la santé des sols, des ressources en eau, les ressources halieutiques continentales et marines et sur la qualité de l'air. Cette analyse devra également porter une attention particulière à l'adéquation des pratiques agroécologiques face aux impacts anticipés du changement climatique, en particulier en termes d'adaptation aux sécheresses prolongées, aux inondations, et à d'autres aléas climatiques.
  - d. Social : analyser les impacts sociaux des pratiques agroécologiques sur les communautés locales de pêches, d'élevage et de producteurs, y compris la répartition du travail, l'organisation sociale, les relations entre les propriétaires terriens et les exploitants, et les effets sur la sécurité alimentaire et les conditions de vie.

Ces analyses devront prendre en compte en miroir les coûts de la non mise en place de ces pratiques de transition (coûts environnementaux, impacts sur les coûts en matière de santé publique, etc.)

- (iv) **identifier les mécanismes existants de soutien et incitations à l'agroécologie** (y compris financiers) tant au niveau national que local, qu'ils soient le fait de la puissance publique ou d'acteurs privés (interprofessions, organisations

professionnelles), ou d'initiative communautaires. L'évaluation de leur efficacité inclura l'analyse de la gouvernance, de la coordination entre les différents acteurs et de la capacité d'accès aux ressources (financières, techniques et humaines) des exploitations agricoles, en particulier celles qui sont les plus vulnérables ou marginalisées. ;

- (v) **analyser l'adéquation des dispositifs de conseils et méthodes de diffusion et vulgarisation** des pratiques agroécologiques. Cette analyse devra inclure la qualité et la portée des services de conseil agricole, la disponibilité des supports pédagogiques et la capacité des conseillers à répondre aux besoins des exploitants, notamment en matière de transfert de savoirs et de techniques agroécologiques. La dimension participative de ces dispositifs sera également étudiée, en mettant l'accent sur l'implication des acteurs locaux dans la diffusion de ces pratiques.
- (vi) **analyser l'adéquation des formations professionnelles agricoles dispensées dans le pays** au regard des enjeux de transition agroécologique identifiés : l'analyse devra examiner si les formations actuelles intègrent suffisamment les principes de l'agroécologie et les besoins de la transition, notamment en matière de gestion durable des ressources naturelles et de résilience au changement climatique.
- (vii) **présenter des leçons d'expériences réussies** dont le Bénin pourrait s'inspirer, issues d'autres contextes géographiques, privilégiant des régions avec des conditions biophysiques similaires à celles du Bénin. Ces exemples permettront de tirer des enseignements pratiques sur les stratégies ayant permis des transitions agroécologiques réussies, adaptées aux réalités socio-économiques et environnementales, et pourront inspirer des solutions adaptées au Bénin.

L'analyse détaillée de la pertinence des pratiques agroécologiques (ii) devra être très précise et prendre en compte l'ensemble des paramètres (efficacité et faisabilité techniques, acceptabilité sociale, rentabilité économique, autres) et freins éventuels à l'adoption des pratiques, et devra se fonder sur des échanges et entretiens avec un échantillon représentatif de l'ensemble des acteurs, au premier desquels les exploitations agricoles et agro-pastorales.

### **3.2.5. Recommandations opérationnelles pour l'ensemble des acteurs**

Sur la base des tâches précédentes, le bureau d'étude/cabinet identifiera les pratiques et techniques agroécologiques les plus adaptées pour le pays aux horizons 2035 et 2050, en s'appuyant notamment sur des méthodologies d'adaptation progressive à l'évolution des conditions climatiques à l'instar de Dynamic Adaptation Policy Pathways (DAPP) et d'évitement des risques de maladaptation, ainsi que sur les cadres nationaux en matière de climat et biodiversité (CDN, PNA, NBSAP). Une trajectoire de transition constituée de jalons / chemins critiques clairement identifiés devra être proposée sur ces bases. Le bureau d'étude/cabinet devra également analyser les impacts socio-économiques, environnementaux y compris la perte de la biodiversité et climatiques des différents scénarios : scénario sans transition et scénario(s) avec. Cela inclura les effets potentiels de la transition ou non transition sur les revenus des agriculteurs, l'emploi, la sécurité alimentaire, la biodiversité, la santé des sols, la gestion de l'eau, ainsi que sur l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques.

L'identification des rôles et responsabilités des différents acteurs intervenant / devant intervenir dans la transition agroécologique et des leviers clés de politique publique (dont politiques de subventionnement transitoires) sera réalisée (avec une attention forte portée aux enjeux de recherche et connaissances). Une analyse approfondie des risques et des mesures à mettre en place pour les réduire sera également réalisée (notamment sur les risques d'exclusion de populations vulnérables, de renforcement des inégalités ou des conflits/tensions).

Le bureau d'étude/cabinet identifiera les besoins en termes de connaissances, de recherche, de formation, de moyens financiers et d'outils pour la transition agroécologique.

### **Livrables attendus à la fin de la phase 2 :**

- **Livrable 3 :** Rapports de diagnostic, d'analyse prospective, d'analyse des acquis et potentialités de l'agroécologie (3.2.1, 3.2.2 et 3.2.3) ; les versions provisoires de ces rapports seront discutées dans le cadre du comité technique et permettra d'aboutir à une version finale ; il inclura l'ensemble des cartes sous format exploitable
- **Livrable 4 :** Rapport de recommandations, d'identification d'une trajectoire de transition agroécologique et d'analyse des impacts socio-économiques, environnementaux et climatiques de cette trajectoire prenant en compte les sous-secteurs agriculture, élevage, pêches et aquaculture (3.2.4) ; la version provisoire sera discutée dans le cadre du comité technique avant finalisation sous forme finale.
- **Livrable 5 :** rapport provisoire consolidé (intégrant le rapport diagnostic, d'analyse prospective, d'analyse des acquis et potentialités de l'agroécologie et le rapport de recommandations et d'analyse des impacts socio-économiques, environnementaux et climatiques) d'étude diagnostique approfondie de la transition agroécologique au Bénin, en appui à l'élaboration de la Politique de Développement du Secteur Agricole (PDSA 2026-2035) qui sera soumis au CoCab, au Comité de pilotage et au comité technique.
- **Livrable 6 :** rapport final d'étude diagnostique approfondie de la transition agroécologique au Bénin, en appui à l'élaboration de la Politique de Développement du Secteur Agricole (PDSA 2026-2035).

### **3.3. Phase 3. Capitalisation et communication**

---

#### **3.3.1. Capitalisation opérationnelle sur la mise en œuvre de l'appui**

Cette note documentera les enseignements tirés et les résultats obtenus tout au long de l'appui. Ce livrable ne doit en aucun cas être confondu avec un rapport de synthèse. L'objectif est d'identifier les bonnes pratiques ("best fit practices") et leçons apprises de cet appui, tant sur le mode d'organisation (le « faire ») que sur les connaissances générées en termes de pratiques et théorie d'adaptation, et de produire des recommandations pour les prochains appuis AdaptAction.

**Ce livrable ne devra pas excéder 5 pages (hors annexes).**

#### **3.3.2. Communication sur les réalisations de l'appui, et partage des connaissances développées**

Une infographie sera produite par le bureau d'étude/cabinet pour assurer une diffusion des principaux résultats et leçons apprises de l'appui auprès de l'Etat partenaire, en interne à l'AFD, et auprès des acteurs internationaux engagés dans l'agroécologie et l'adaptation au changement climatique.

Par ailleurs, pour enrichir la présentation graphique de ces supports (et des différents rapports de l'appui), il sera demandé au bureau d'étude/cabinet de constituer une bibliothèque d'une trentaine de photographies, prises au cours de la mise en œuvre des activités, avec cession des droits d'utilisation. Ces photographies feront partie intégrante des livrables attendus avec :

- Qualité technique : haute résolution, bonne lumière, cadrage soigné ;

- Qualité esthétique : visuels positifs, valorisant les bénéficiaires et les actions concrètes (éviter les photos de réunions ou d'ateliers) ;
- Pertinence : les images doivent illustrer de manière représentative les activités de l'appui.

Tous les supports de communication doivent être clé en main, conforme à la charte graphique (fournie en annexes), et directement exploitable.

#### **Livrable(s) attendu(s) :**

- **Livrable 7** : Rapport de capitalisation opérationnelle
- **Livrable 8** : Infographie

### **Article 4. ELEMENTS ESSENTIELS A PRENDRE EN COMPTE**

- Utilisation des approches participatives, inclusives et multi-acteurs, centrées sur la co-construction et le « learning by doing » avec les parties prenantes au niveau national et local afin de favoriser l'appropriation, la durabilité et l'opérationnalité de la nouvelle politique agroécologique ;
- Attentions particulières à apporter à des thématiques émergentes telles que les solutions d'adaptation fondées sur la nature ;
- Besoins de réduction des inégalités multidimensionnelles et d'adaptation différenciés des groupes sociaux défavorisés et/ou marginalisés dans différents secteurs, tout en tenant compte du contexte et sensibilité nationaux

### **Article 5. LIVRABLES ET CONDITIONS DE LIVRAISON & D'EXECUTION**

#### **5.1. Description des livrables attendus**

Chaque livrable remis par le bureau d'étude/cabinet dans le cadre de sa mission devra inclure, en plus de son contenu propre :

- Un résumé exécutif, synthétisant le contenu du rapport et ses conclusions. A destination des décideurs, ce résumé de 3 pages maximum devrait permettre une compréhension claire et rapide, tout en pouvant être technique, comporter des connaissances apportées par le rapport. Une présentation incluant des visuels sera requise (cartes notamment).
- Une introduction, incluant notamment un rappel des objectifs de l'appui et du livrable.
- Une description des méthodologies utilisées, et notamment des éventuels ajustements apportés par rapport à la méthodologie initialement prévue, et des justifications pour ces ajustements.
- Une partie « conclusions et recommandations ».
- Une bibliographie en annexe.
- Une liste des personnes et structures consultées pour la réalisation du rapport, et de leurs coordonnées en annexe.
- Courts comptes rendus des rendez-vous et des ateliers en annexe.
- Des photos en annexe.

Une attention particulière sera apportée à la qualité de rédaction - qui doit être concise, claire et cohérente - ainsi qu'à la présentation des différents livrables, pour lesquels une mise en page et un graphisme attrayant avec des photos de bonnes résolutions seront recherchés. Les rapports devront de plus se conformer au modèle type de du programme AdaptAction.

**La production de cartes pour illustrer l'identification des enjeux, des dynamiques / trajectoires et les recommandations est indispensable. Les cartes seront partagées dans des formats exploitables pour l'AFD et ses partenaires.**

Le détail du contenu de chacun des livrables est présenté ci-après.

**Livable 1. Note de cadrage**

Une version préliminaire sera rédigée suite aux premières réunions avec le groupe de référence constitué pour le suivi de l'étude, et sera présentée en Comité technique et Comité de pilotage. La note de cadrage intégrera les ajustements à la méthodologie et à l'organisation de l'équipe et de la mission qui auront été décidées. Ce livrable ne devra pas excéder 10 pages (hors annexes).

**Livable 2. Rapport de démarrage**

Le rapport de démarrage sera soumis après finalisation de la note de cadrage et contiendra à minima :

- La note de cadrage validée ;
- La revue bibliographique complète réalisée (et en annexe les documents collectés)
- Une présentation détaillée des besoins et attentes des différents acteurs dans le cadre du processus d'élaboration de la politique nationale de transition agroécologique ;
- Une cartographie des parties prenantes, permettant notamment d'identifier les acteurs clés pour la mise en œuvre de l'appui ;
- Un cadre de suivi et d'évaluation des résultats de l'appui, incluant une méthodologie d'évaluation, des indicateurs, des cibles, et des sources de vérification ;
- En annexe, une liste des parties prenantes rencontrées et leur contacts, accompagnée de courts compte-rendu des rendez-vous et des conclusions qui en sont tirées pour l'appui.

Ce livrable ne devra pas excéder 20 pages (hors annexes).

**Livable 3. Rapport de diagnostic, d'analyse prospective, d'analyse des acquis et potentialités de l'agroécologie (3.2.1, 3.2.2 et 3.2.3)**

La version provisoire de ce rapport sera discutée dans le cadre du comité technique. La version finale intégrera les modifications demandées dans le cadre de ces comités. Le rapport inclura l'ensemble des cartes sous format exploitable. Le rapport ne devra pas excéder 120 pages (hors annexes). Les annexes seront composées entre autres de rapport de synthèse des diagnostics par PDA, incluant une cartographie participative, illustrant les dynamiques d'acteurs et la spatialisation des pratiques, et un répertoire des propositions d'action émises par les parties prenantes pour renforcer la transition agroécologique à l'échelle locale.

**Livable 4. Rapport de recommandations pour la PDSA, d'identification d'une trajectoire de transition agroécologique et d'analyse des impacts socio-économiques, environnementaux et climatiques de cette trajectoire (3.2.4)**

La version provisoire de ce rapport sera discutée dans le comité de pilotage et comité technique avant finalisation sous forme finale. Le rapport ne devra pas excéder 50 pages (hors annexes).

**Livable 5. Rapport provisoire consolidé d'études (intégrant le rapport diagnostic et le rapport de recommandations)**

Ce rapport consolidé sera soumis au Comité technique. Une version finale sera produite au comité de pilotage. Le rapport consolidé ne devra pas excéder 170 pages (hors annexes).



**Livrable 6.** rapport final d'étude diagnostique approfondie de la transition agroécologique au Bénin, en appui à l'élaboration de la Politique de Développement du Secteur Agricole (PDSA 2026-2035).

**Livrable 7.** Rapport de capitalisation opérationnelle

Destiné à capitaliser l'expérience de mise en œuvre de l'appui, pour la mise en œuvre d'activités futures, ce rapport décrira :

- contexte de la prestation, des objectifs, de la méthodologie, et résultats
- difficultés et contraintes rencontrées dans la conduite des activités
- solutions trouvées, bonnes pratiques développées et leçons apprises
- rôle et engagement des parties prenantes
- évaluation de l'appui, sur la base des indicateurs et cibles définis dans le rapport de démarrage, et du travail de suivi/évaluation mené tout au long de la mise en œuvre. Cette section analysera les résultats atteints, et la différence éventuelle avec les cibles initialement visées
- conclusions et recommandations pour la mise en œuvre de futurs appuis similaires

Il ne devra pas excéder 5 pages (hors annexes).

**Livrable 8.** Infographie

## 5.2. Calendrier de remise des livrables

Les rapports à soumettre par le Consultant et leur échéancier sont présentés dans le tableau suivant :

Livrables	Echéance
<b>Livrable 1</b> : Note de cadrage	T0 + 2 semaines
<b>Livrable 2</b> : Rapport de démarrage	T0 + 1 mois
<b>Livrable 3</b> : Rapport de diagnostic, d'analyse prospective, d'analyse des acquis et potentialités de l'agroécologie (provisoire)	T0 + 3 mois
Rapport de diagnostic, d'analyse prospective, d'analyse des acquis et potentialités de l'agroécologie (final)	T0 + 4 mois
<b>Livrable 4</b> : Rapport de recommandations, d'identification de trajectoire et d'analyse d'impacts (provisoire)	T0 + 5 mois
Rapport de recommandations, d'identification de trajectoire et d'analyse d'impacts (final)	T0 + 6 mois
<b>Livrable 5</b> : Rapport consolidé d'études (provisoire)	T0 + 7 mois
<b>Livrable 6.</b> Rapport consolidé d'études (final)	T0 + 8 mois
<b>Livrable 7</b> : Rapport de capitalisation opérationnelle.	T0 + 8 mois
<b>Livrable 8</b> : Infographie	T0 + 8 mois

*T0= date de démarrage de la prestation*



### **5.3. Processus de soumission et validation des livrables**

---

Le suivi de cette prestation sera assuré côté Client par :

- un comité technique ;
- un comité de pilotage, constitué de représentants de haut niveau des ministères concernés.

L'ensemble des livrables seront envoyés par voie électronique (e-mail) au comité de suivi, qui disposera d'un délai de 15 jour ouvré pour prendre connaissance des éléments et faire un retour aux consultants si besoin.

Le Consultant sera pleinement en charge de l'organisation des consultations dans le cadre des différents comités : envoi des documents (au minimum 10 jours ouvrés avant la tenue de la réunion), organisation logistique, animation des échanges, compte-rendu final.

Les commentaires recueillis lors des consultations sur les livrables (par voie électronique et lors des comités) devront être pris en compte par le Consultant dans un délai raisonnable avant de partager la version finale de ces livrables, toujours par voie électronique, en format Word et PDF, au groupe de référence. Pour faciliter la revue, les documents seront également envoyés par le consultant sous format Word en mode « suivi des modifications ». L'approbation pour diffusion du groupe de référence sera requise avant transmis large des documents par le Consultant.

**Les paiements se feront sur la base des livrables finaux validés par les comités.**

<b>Article 6. EXPERTISES REQUISES</b>
---------------------------------------

---

#### **6.1. Expertises principales**

---

Un bureau d'étude/cabinet ou consortium ayant fait des missions similaires en Afrique subsaharienne ou dans un contexte similaire au Bénin (pays agricole, conditions agroclimatiques proches, économie en développement), et ayant des expertises dans l'élaboration des politiques et stratégies. L'équipe d'expert.e.s du bureau d'étude/cabinet chargée de la mise en œuvre de l'appui devra être pluridisciplinaire, composée de nationaux et internationaux, et regrouper de manière transversale les expertises détaillées ci-dessous à minima. (Attention les éléments ci-dessous détaillent les expertises requises qui peuvent pour certaines être portées par un seul et même expert.e.s). Chacune de ces expertises peut également être remplie par plusieurs expert.e.s (leurs profils combinés devront alors répondre aux critères minimums demandés). Les experts internationaux devront disposer d'expériences avérées en matière de rédaction et de coordination de travaux similaires à l'international – les expériences internationales étant nécessaires pour alimenter les réflexions via des comparaisons pertinentes avec d'autres géographies. Le bureau d'étude/cabinet ou consortium est invité à proposer sa propre organisation de l'équipe, et notamment d'éventuelles expertises additionnelles.

**La mobilisation des Experts 1 et 2 sur cette mission devra atteindre un minimum cumulé de 150 homme/jours.**

##### **6.1.1. Expertise 1 : Chef.fe de mission**

Le/la chef.fe de mission assurera la coordination générale de la prestation. Il ou elle garantira ainsi la bonne conduite des différentes missions d'expert.e.s, les relations avec les différentes parties prenantes, et la cohérence et la synergie entre les différentes activités, experts et livrables.

- Minimum Master (BAC + 5) ou tout autre diplôme équivalent en sciences agronomiques ou économie du développement (avec une spécialisation rurale/agricole) ;
- Minimum 10 ans d'expériences dans la conduite d'études similaires, de préférence en Afrique de l'Ouest ;
- Expériences avérées à l'international de rédaction et coordination de travaux d'élaboration de stratégies/politiques publiques ou d'évaluation / de recherche, en qualité de chef de mission ;
- Très bonne connaissance des enjeux de transition des systèmes agricoles et ruraux ;
- Connaissance des enjeux de changement climatique dans un contexte africain ;
- Très bonne maîtrise du français (parlé et écrit) ;
- Connaissance du contexte béninois du secteur serait un atout.

#### **6.1.2. Expertise 2 : Agronomie**

- Minimum Master (BAC +5) en agronomie (ingénieur agronome) ;
- Minimum 10 années d'expériences - dont une partie substantielle à l'international - en conduite d'études ou de projets dans le secteur agricole et en particulier de transition agroécologique, à la gestion durable, en qualité d'expert principal en agronomie et systèmes agraires ; des responsabilités rédactionnelles dans les expériences antérieures devront être démontrées ;
- Excellente maîtrise des enjeux de transitions agroécologiques et de systèmes agricoles durables avec une connaissance avérée de différentes pratiques agroécologiques dans d'autres géographies ;
- Agronome présentant des références en l'Afrique de l'Ouest ;
- Très bonne maîtrise du français (parlé et écrit) ;
- Connaissance du contexte et des institutions béninoises du secteur agricole serait un atout.

#### **6.1.3. Expertise 3 : Adaptation des systèmes de production au changement climatique**

- Minimum Master (BAC +5) ou diplôme équivalent en Sciences de l'Environnement, Changement climatique, Géographie, ou domaines connexes ;
- Minimum 10 années d'expérience sur les sujets d'adaptation, notamment dans la conduite d'analyse de risques climatiques, quantification des impacts et définition d'options d'adaptation ;
- Expériences avérées à l'international de rédaction et coordination de travaux dans ce domaine, en qualité de chef de mission ou d'expert principal ;
- Expériences dans la participation à l'élaboration de politiques/stratégies de transition des systèmes agraires en Afrique Subsaharienne ;
- Très bonne maîtrise du français (parlé et écrit) ;
- Connaissance du contexte et des institutions béninoises du secteur Agricole serait un atout.

#### **6.1.4. Expertise 4 : Expert environnement/biodiversité**

- Minimum Master (BAC +5) ou diplôme équivalent en Sciences de l'Environnement, Biodiversité ;
- Minimum 07 années d'expérience sur les sujets de biodiversité et d'environnement, notamment dans la conduite d'analyse et d'évaluation des impacts et enjeux de transition des systèmes de production agricole et d'élevage ;
- Expériences dans la participation à l'élaboration de politiques/stratégies en Afrique Subsaharienne ;
- Très bonne maîtrise du français (parlé et écrit) ;

- Connaissance du contexte et des institutions béninoises du secteur Agricole serait un atout.

#### **6.1.5. Expertise 5 : Santé (One Health)**

- Minimum Master (BAC + 5) ou diplôme équivalent en santé publique, santé environnementale, médecine vétérinaire, biologie ou domaine connexe ;
- Minimum 10 ans d'expérience dans le domaine de la santé publique, santé environnementale ou médecine vétérinaire ;
- Solides expériences à l'international en lien avec les sujets du One Health ;
- Expérience en élaboration de politique publique en santé ;
- Très bonne maîtrise du français (parlé et écrit) ; Connaissance des institutions béninoises du secteur Agricole serait un atout.

#### **6.1.6. Expertise 6 : Genre et inclusion sociale**

- Minimum Master (BAC + 5) ou diplôme équivalent en genre et développement, sociologie, psychologie, agro-sociologie ou domaine connexe ;
- Minimum 05 ans d'expérience dans le domaine en genre-développement et inclusion sociale ;
- Expérience en élaboration de politique publique en genre et inclusion sociale
- Très bonne maîtrise du français (parlé et écrit) ;
- Connaissance des institutions béninoises du secteur Agricole serait un atout.

#### **6.1.7. Autres expertises**

D'autres expertises pourront être proposées par le Cabinet/bureau d'étude pour compléter l'équipe projet.

### **6.2. Considérations additionnelles**

Les experts proposés par le bureau d'étude/cabinet ne peuvent être issus d'une administration bénéficiaire de l'appui.

Le coût de l'appui technique et du personnel fourni par le bureau d'étude/cabinet doit être inclus dans le nombre de jours et les honoraires des experts.e.s.

<b>Article 7. LOGISTIQUE ET CALENDRIER D'EXECUTION DU MARCHE</b>
--

#### **7.1. Suivi des prestations / relations avec le prestataire**

Le dispositif de suivi de la prestation est indiqué ci-dessus (6.3). Le groupe de suivi inclura l'équipe AdaptAction (Coordinateur régional et la responsable adjointe) et les experts de l'AFD au Bénin et à Paris.

Des réunions techniques de suivi et de validation devront être organisées par le bureau d'étude/cabinet à chaque remise de livrable, comme décrit supra.

Le bureau d'étude/cabinet transmettra les comptes rendus (synthétiques) de ces réunions dans un délai d'une semaine à l'ensemble des participants, pour commentaires puis validation dans un délai de 10 jours. Sans retour, le bureau d'étude/cabinet peut considérer le compte rendu validé.

## **7.2. Lieu de déroulement de l'étude**

---

Les experts.e.s du bureau d'étude/cabinet réalisera l'ensemble des prestations à Cotonou avec des déplacements à prévoir sur toute l'étendue du territoire béninois dans le cadre de la consultation des parties prenantes. Ces missions se feront dans le respect des considérations de sécurité qui seront présentées dans le plan de sûreté du prestataire.

**Certaines parties du territoire béninois sont confrontées aux enjeux sécuritaires. A cet effet, ces enjeux doivent être pris en compte aussi bien dans la réalisation de la prestation que dans les analyses. Des TdR pour la prise en compte de la sécurité se trouvent en annexe. En complément de son offre technique, le bureau d'étude/cabinet devra proposer un plan de sûreté conformément aux demandes de ces TdR. Ce plan ne sera pas noté, mais il devra répondre au minimum aux questions posées pour assurer l'éligibilité de l'offre.**

## **7.3. Calendrier prévisionnel des prestations et étendue des services**

---

Les prestations s'étaleront sur une période de 8 mois (y compris la préparation et soumission des rapports) après le démarrage de l'appui.

## **7.4. Etendue des services**

---

Le budget total disponible pour la réalisation de la mission intégrant honoraires des consultants et la logistique pour l'organisation des ateliers est de 250 000 EUR.

Le nombre de jours d'expertise proposé (dont le nombre de jours sur le terrain), sa cohérence avec la méthodologie proposée et le chronogramme d'intervention des différents experts figureront parmi les critères clés qui seront retenus pour le dépouillement des offres techniques des bureau d'étude/cabinet soumissionnaires.

### **Article 8. LANGUE DE TRAVAIL**

La langue des documents contractuels et de mise en œuvre de la présente prestation sera la langue française. La maîtrise de la langue française par l'équipe d'experts proposée par le prestataire est donc impérative. Tous les livrables seront à remettre en français.

### **Article 9. VISIBILITE & COMMUNICATION**

Se référer au Guide de communication, à mettre à la disposition du prestataire à la suite de l'attribution du marché.

### **Article 10. SUIVI ET EVALUATION**

Le bureau d'étude/cabinet veillera à procéder, tout au long de l'appui, à la collecte des indicateurs de suivi pertinents qui sont présentés dans le cadre logique du programme AdaptAction qui sera envoyé au bureau d'étude/cabinet. Ces indicateurs revêtent une importance capitale pour évaluer la progression et la réalisation des objectifs du programme.

### **Article 11. ANNEXES**

Les documents listés en annexes seront remis au Consultant au démarrage de la prestation.

- Guide méthodologique d'élaboration des politiques et stratégies intégrant les dimensions transversales en République du Bénin ;
- Programme d'Actions du Gouvernement Béninois (PAG, 2021-2026) ;
- Plan Stratégique de Développement du Secteur Agricole (PSDSA, 2018-2025) ;
- Stratégie Nationale de production de l'Agriculture Ecologique et Biologique (SNAEB, 2022-2030) ;
- Plan d'Actions Environnementales du Secteur agricole (PAESA, 2019-2025) ;
- Plan d'Actions National sur la Gestion Durable des Terres (PAN-GDT, 2018-2027) ;
- Politique Nationale de Gestion des Changements Climatiques (PNGCC 2021-2030) ;
- Contribution Déterminées au niveau National (CDN, 2021 - 2025) ;
- Plan National d'Adaptation au Changement Climatique (PNACC) ;
- Plan d'Actions Technologiques (Adaptation et Atténuation) et Idées de projets ;
- Stratégie nationale de développement de l'agriculture écologique et biologique au Bénin (2022)
- Le National biodiversity sector action plan (NBSAP), en cours de révision
- Plan d'Actions Technologiques (Adaptation et Atténuation) et Idées de projets
- Stratégies Nationale de Promotion de l'Agriculture Intelligente Face au Climat et Plan d'Actions quinquennal de développement de l'Agriculture Intelligente face au Climat (SNP -AIC) 2017 -2025
- Stratégies et scénarii d'engagement des secteurs de l'agriculture (coton et cultures vivrières) et de l'exploitation forestière (bois d'œuvre et sylviculture) pour la conservation de la biodiversité au Bénin
- Evaluation et hiérarchisation des menaces portant sur la biodiversité au Bénin
- Émissions de gaz à effet de serre des substrats de Terra Preta au Bénin - Fiche d'information pays Bénin
- Le biochar et la terra preta pour une agriculture durable au Bénin : quatre ans d'expérience et de mise en œuvre par ProSOL Bénin
- Analyses des effets socio-économiques et environnementaux des pratiques agroécologiques - Guide méthodologique
- Document de l'état des lieux des réflexions, concepts et pratiques écologiques dans les systèmes de production en Afrique de l'ouest : document de l'UEMAO
- Rapport d'évaluation du PSDSA